

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	7
CHAPITRE INTRODUCTIF	9
CHAPITRE I. FINANCES PUBLIQUES. QUELLE IDENTITÉ ?	27
I. Hier	27
II. Aujourd'hui	45
A. <i>Changement dimensionnel et processus de globalisation</i>	46
1. Une dimension élargie	46
2. Une globalisation de plus en plus marquée	47
B. <i>Un changement dans les contenus</i>	48
1. L'émergence et la généralisation des thématiques du <i>New Public Management</i>	49
2. Une traduction, non exempte parfois d'ambiguïtés, dans le domaine budgétaire	50
C. <i>Une juridicisation croissante des phénomènes financiers publics</i> ...	53
1. Une constitutionnalisation de plus en plus affirmée des finances publiques	54
2. La traduction juridique de l'eupéanisation des finances publiques	56
CHAPITRE II. D'UN NÉCESSAIRE ET INSTRUCTIF RETOUR AUX SOURCES	61
I. De quelques apports historico-anthropologiques	61
II. Fiscalité, finances, une construction étatique	71
A. <i>Une mesure du poids de l'État</i>	74
B. <i>Un rapport ambivalent à la liberté</i>	79
CHAPITRE III. POUR QUELLE GOUVERNANCE ?	85
I. Succès récent d'un terme ancien	85
II. Finances publiques, gouvernance de l'État, un lien ancien	87

III. Réforme des finances publiques. Réforme de l'État.....	90
IV. Mimétisme et autres avatars du <i>New Public Management</i>	103
V. Paradigme libéral et risque bureaucratique	107
CHAPITRE IV. PRÉGNANCE DE QUELQUES FONDAMENTAUX FINANCIERS ET DE CONTRAINTES À GÉOMÉTRIE VARIABLE.....	111
I. Équilibre ou déficit. Possible ou impossible règle d'or ?.....	112
A. <i>Mais qu'est-ce d'abord que l'équilibre ?</i>	112
B. <i>L'équilibre, un mythe budgétaire tenace</i>	113
C. <i>Un retour sous forme atténuée. Le déficit limité</i>	117
D. <i>Contraintes plus lourdes. Nouveaux Traités. Recherche de l'équilibre, non sans ambiguïtés</i>	117
II. Plus que jamais, la dette	123
A. <i>Histoire tourmentée... Impératif maintenu ?</i>	131
B. <i>Une discipline réaffirmée, non sans éclipses</i>	133
C. <i>Toujours les mêmes issues ?</i>	136
CHAPITRE V. DE QUEL DROIT ?.....	147
I. De quels droits ?	147
II. De quels droits fondamentaux ?.....	150
A. <i>En un terrain connu</i>	150
1. En droit interne	150
2. En droit européen	155
B. <i>Problématiques nouvelles, conséquences des situations de crise ?</i>	164
CHAPITRE VI. DE QUELS CONTRÔLES ?.....	169
I. Les contrôles administratifs (internes)	170
II. Concernant les contrôles parlementaires	172
A. <i>Une approche plus sincère des contenus budgétaires</i>	173
B. <i>En cours d'exécution, entre réformettes et occasions manquées</i>	175
C. <i>Après exécution, l'éternel retour des attentes en matière de loi de règlement</i>	179
III. La Cour des comptes, quel rôle renouvelé ?.....	186
A. <i>Les attributions juridictionnelles contestées</i>	186
B. <i>Assistance au Parlement et rapports tous azimuts</i>	191
C. <i>La fonction d'évaluation</i>	192

CHAPITRE VII. ET POUR QUELS CHOIX FISCAUX ?	203
I. Classifier, toujours	203
II. L'impôt. Nature et fonctions.....	207
A. <i>L'arme fiscale pénalisante ou dissuasive</i>	217
B. <i>Un recours marqué à la dépense fiscale</i>	223
III. Sur quels fondements et quelles orientations ?	231
A. <i>Des fondements en nécessaire adaptation</i>	231
1. Certitude	231
2. Commodité.....	232
3. Justice	232
4. D'une maxime d'économie à une règle d'adaptabilité.....	235
B. <i>Pour quelles orientations ?</i>	239
1. Rechercher les conditions d'une meilleure acceptabilité de l'impôt.....	239
2. Vers quelles réformes ?	247
a. IR-CSG. Quelle imposition des revenus ?	250
b. Imposition du patrimoine. Le retour ?	255
c. Pour quelle fiscalité locale ?	259
CONCLUSION	267
I. Finances et « bien commun »	267
II. Finances, intérêt public commun et choix démocratique.....	269
BIBLIOGRAPHIE	277